

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 146 (2001)
Heft: 8

Artikel: Dossier "Proche-Orient" : l'armée israélienne face au combat urbain
Autor: Razoux, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346161>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dossier « Proche-Orient »

L'armée israélienne face au combat urbain

A l'heure où les armées sont confrontées de plus en plus fréquemment aux problèmes posés par les affrontements en milieu urbain, notamment lors d'opérations de maintien de la paix, il est intéressant d'évoquer la manière dont l'armée israélienne a fait face à ce mode particulier de combat, complexe et meurtrier, dans lequel les civils apparaissent bien souvent comme les principales victimes. Cette analyse s'avère pertinente au moment même où la situation se dégrade au Proche-Orient, où la guérilla urbaine semble avoir un avenir assuré et où le combat urbain tend à devenir « hors-la-loi » au regard des normes internationales du droit des conflits armés.

■ Pierre Razoux

Le combat urbain n'est pas la spécialité des forces de défense israéliennes (FDI). Ce type particulier de combat n'est d'ailleurs pas cité dans la doctrine militaire officielle. Depuis la création de *Tsahal* en 1948, les stratèges israéliens ont toujours préféré affronter leurs adversaires en terrain découvert, là où la mobilité et la puissance de feu de leurs unités blindées et mécanisées pouvaient être utilisées au maximum de leurs possibilités. Les combats de rues sont en effet mal adaptés à l'emploi des blindés. Ce n'est que contraints et forcés que les Israéliens se sont résolus à combattre en milieu urbain : Jérusalem en 1948 et 1967, Gaza en 1967, Suez en 1973, puis Beyrouth en 1982. Cette expérience, bien que limitée, n'en a pas moins été marquante pour une armée habituée à combattre dans les dunes du Sinaï et les plateaux rocaillieux du Golan. C'est en effet lors de ces batailles de rues que *Tsahal* a subi ses pertes les plus lourdes. De ce point de vue, l'épisode libanais a profondément marqué l'armée israélienne.

Beyrouth : un véritable champ d'expérimentation

C'est en 1975 que l'armée libanaise reçoit pour la première fois l'ordre de s'opposer aux milices palestiniennes dont l'influence grandissante menace la crédibilité du gouvernement libanais. Les phalanges chrétiennes participent aux côtés de l'armée à de véritables batailles rangées dans les faubourgs de Beyrouth. En décembre, la capitale libanaise est secouée par des duels d'artillerie opposant les factions rivales. Les combats s'intensifient, faisant plusieurs centaines de morts dans chacun des camps. En avril 1976, les Phalangistes appellent à l'aide l'armée syrienne pour les aider à réduire la résistance palestinienne. C'est chose faite à la fin de l'année, mais les Syriens campent désormais dans les faubourgs de Beyrouth.

En 1977, Damas opère un revirement d'alliance, soutenant désormais les Palestiniens. En mars 1978, en représailles à un attentat palestinien particulière-

ment meurtrier, l'armée israélienne envahit le Sud-Liban au cours de l'opération «LITANI», ne se retirant que trois mois plus tard, lors de la mise en place d'une force d'interposition des Nations unies, la FINUL. Damas en profite pour avancer ses pions dans Beyrouth, affrontant les Phalangistes dans d'âpres combats de rue.

Les trois années suivantes sont marquées par la radicalisation des affrontements entre les différentes factions chrétiennes. Les combats à l'arme automatique, mais aussi à l'arme lourde se déplacent dans les quartiers chrétiens. Les Palestiniens, soutenus par les Syriens, en profitent pour renforcer leur position et multiplier les provocations à l'encontre d'Israël.

Le 6 juin 1982, les Israéliens lancent une offensive de grande envergure au Liban destinée à éradiquer l'OLP et les différentes milices palestiniennes. L'opération «PAIX EN GALILÉE» doit s'achever par la conquête de Beyrouth. *Tsahal* estime avoir tiré les leçons de ses précédentes expériences ; si

pendant la guerre des Six Jours, les parachutistes israéliens étaient parvenus à s'emparer de Jérusalem, ils n'étaient pas parvenus, durant la guerre du Kippour, à s'emparer de Suez; la sous-estimation de l'adversaire, une préparation bâclée et un nombre insuffisant de combattants à pied avaient été à l'origine de ce revers cuisant qui leur avait alors coûté 80 morts et 120 blessés.

Cette fois, les Israéliens expérimentent une tactique résolument interarmées. Les fantassins, désormais engagés en grand nombre, se déplacent à pied, longeant les murs et progressant rapidement d'un immeuble à l'autre. Les chars, après avoir été guidés par les Phalangistes à travers les rues du secteur chrétien, se déploient autour des principaux carrefours, là où il leur est plus facile d'appuyer la progression des fantassins. Des patrouilles mécanisées, composées de blindés légers et de jeep armées de mitrailleuses, de lance-roquettes et de missiles, sillonnent les avenues à toute allure, afin de saturer le plus rapidement possible les principaux nids de résistance. Parallèlement, des hélicoptères armés survolent la ville, interdisant tout mouvement important de troupes adverses. Grâce aux renseignements recueillis à la fois par les forces spéciales, les avions de reconnaissance et les drones, l'artillerie lourde déployée aux abords de la ville et les chasseurs-bombardiers frappent les dépôts, les casernes, les quartiers généraux palestiniens et syriens. Les navires de guerre israéliens patrouillent enfin au large, établissant le blocus de



L'introduction du Merkava MBT a été révélatrice d'une volonté de fabriquer leurs propres armements, de la part des Israéliens. Grâce à sa technologie avancée, il a fait ses preuves dans les combats.

Beyrouth et n'hésitant pas à utiliser leurs canons contre des cibles terrestres.

Malgré l'importance des moyens mis en œuvre, *Tsahal* ne parvient pas à conquérir le centre ville. Même si ses unités spéciales effectuent de nombreuses incursions à l'intérieur du quartier musulman, le gros de ses forces ne progresse pas au-delà de la fameuse «Ligne verte» délimitant les quartiers chrétiens et musulmans. Après avoir échoué dans sa stratégie de grignotage, l'Etat-major israélien organise le siège de Beyrouth, au cours duquel les positions palestiniennes sont systématiquement pilonnées par l'artillerie et l'aviation. Au mois d'août 1982, les Israéliens lancent une ultime tentative visant à s'emparer de la capitale libanaise avant l'arrivée d'une force multinationale d'interposition (FMB).

Le 16 septembre, les massacres perpétrés par les Phalangistes dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, qui alertent l'opinion publique mondiale et fragilisent la position d'Ariel Sharon, alors ministre israélien de la défense, vont radicaliser les positions des belligérants et accélérer la mise en place de la FMB. Cette intervention permet l'évacuation de l'OLP de la capitale libanaise, sous la protection de contingents américains, britanniques, français et italiens. Parallèlement, *Tsahal* évacue les faubourgs de Beyrouth et se retire sur le fleuve Awali.

La FMB est, quant à elle, confrontée au terrorisme; le 23 octobre 1983, deux attentats-suicides provoquent la mort de 58 militaires français et 214 Marines américains. Quatre mois plus tard, la FMB éva-

cue Beyrouth, laissant la capitale libanaise en proie à des combats fratricides de plus en plus violents. Une poignée de «Casques blancs» courageux sont déployés pour observer le déroulement de la trêve acceptée par les factions en présence, mais rejetée par les éléments les plus extrémistes. L'armée libanaise est alors scindée selon des critères confessionnels. Trois brigades se partagent Beyrouth: la 5^e contrôlée par les Chrétiens, la 6^e d'obédience musulmane et la 7^e principalement constituée de Druzes du Chouf.

En 1985, tandis que des combats sporadiques se déroulent le long de la «Ligne verte», l'armée israélienne achève son retrait du pays du Cèdre, ne conservant plus qu'une bande de sécurité au Sud-Liban. L'armée syrienne en profite pour accroître sa pré-

sence, reprenant le contrôle de Beyrouth-Ouest en février 1987. Après avoir mis au pas les Palestiniens, elle s'en prend aux Chrétiens, s'alliant aux uns contre les autres, les poussant tous dans leurs ultimes retranchements. À partir de mars 1989, le général chrétien Michel Aoun lance une guerre de libération nationale dirigée contre l'armée d'occupation syrienne. Les *Patton* de la 5^e brigade libanaise font le coup de feu contre les *T-72* syriens. Cette ultime campagne, qui achève de ravager le secteur chrétien de Beyrouth, se termine en octobre 1990 par une incontestable victoire syrienne. Il est vrai que la guerre du Golfe vient alors d'éclater et que la coalition alliée sollicite la bienveillance de Damas dans sa croisade contre Saddam Hussein... Dix ans plus tard, *Tsahal*, qui s'est entre temps repliée au Sud-Liban, quitte le pays du Cèdre.

L'Intifada: une nouvelle forme de guérilla urbaine

En décembre 1987, une révolte populaire éclate dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, visant à instaurer une souveraineté palestinienne sur les territoires occupés par Israël pendant la guerre des Six Jours de juin 1967. Pour l'opinion publique, cette révolte tient en une image: celle d'adolescents palestiniens, le visage caché par leur *keffieh*, en train de jeter des pierres sur des réservistes israéliens désemparés s'abritant derrière des *Command Car* grillagés...

Tsahal est initialement surpris par cette forme inattendue de guérilla urbaine dans laquelle ses adversaires refusent le combat armé, utilisent les effets de foule pour déstabiliser une armée habituée au combat conventionnel, mais nullement formée au maintien de l'ordre. Les Palestiniens n'hésitent pas à exposer des femmes et des enfants en première ligne, cherchant avant tout à retourner à leur profit l'opinion publique internationale. Ayant parfaitement intégré les leçons de l'épisode libanais, ils prônent désormais le combat asymétrique. Les principaux objectifs deviennent les médias; les principales armes les pavés et les couteaux, parfois des armes à feu, lorsqu'il est nécessaire de provoquer un carnage qui accroîtra l'impopularité d'une armée israélienne déjà bien écornée par le bourbier libanais. Le terrorisme est utilisé en parallèle pour maintenir ou accroître la pression.



Un des avions-torpilleurs de l'armée israélienne qui jouèrent un rôle important dans les opérations conjuguées contre les villes côtières du Liban.



Soldats d'un kibboutz montant au front en 1967 dans la région de Jérusalem.

Un dispositif adapté

La multiplication des actions terroristes et les difficultés rencontrées lors de l'*Intifada* ont fait prendre conscience à l'Etat-major israélien du besoin de disposer d'unités capables de combattre efficacement en milieu urbain. Dans bien des cas, les unités de *Tsahal* chargées de patrouiller les territoires occupés n'avaient pas été préparées à la guérilla urbaine qui fut leur lot quotidien pendant près de cinq ans. Les soldats israéliens avaient été entraînés à mener un combat mécanisé de haute intensité face à un adversaire clairement identifié, mais nullement à maintenir l'ordre dans les rues étroites de Gaza, de Hébron ou de Ramallah.

L'Etat-major israélien a depuis renforcé ses capacités en matière de combat urbain. Qu'il s'agisse de contre-insurrection, de lutte antiterroriste, d'opérations psychologiques ou d'assaut en bonne et due forme, *Tsahal* dispose désormais d'un éventail de moyens et d'unités lui permettant théoriquement de faire face à la plupart des

Progressivement, *Tsahal* s'adapte. De nouvelles structures, tant administratives que militaires, sont mises en place à Gaza et en Cisjordanie; des procédures d'exception sont adoptées (emprisonnement, dynamitage de maisons); des règles d'engagement appropriées sont édictées; l'armée investit les toits des maisons; des soldats d'élites patrouillent aux côtés de réservistes; des unités spéciales sont créées (*Duvdevan*, *Shimshon*); de nouveaux moyens d'observation sont mis en place (dirigeables); la protection des soldats est renforcée; ceux-ci reçoivent désormais un entraînement spécifique et sont dotés d'équipements non-létaux (balles plastiques, grenades lacrymogènes, matraques...).

La première *Intifada* s'achève en septembre 1993 avec la signature des accords d'Oslo,

qui ouvrent la voie à l'établissement d'une autorité palestinienne autonome à Gaza et Jéricho. Pendant 6 ans, 27000 incidents ont été recensés de part et d'autre, soit plus de 12 par jours en moyenne; les Israéliens accusent la perte de 74 morts et de 937 blessés, tandis que les Palestiniens déplorent plusieurs centaines de morts et plusieurs milliers de blessés.

Les Sareyot « Duvdevan » et « Shimshon »

Ces deux unités spéciales ont été créées par Ehoud Barak, alors chef d'Etat-major adjoint, pour faire face à l'*Intifada*. Les membres de ces deux unités, tous arabisants, opèrent en civil au milieu de la population palestinienne. Ils ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas. La crédibilité de « Duvdevan » a été entachée par une série de bavures et de tirs fratricides ayant entraîné la démission de son commandant. Avec la reprise de la nouvelle *Intifada*, ces deux unités se sont retrouvées au cœur de la stratégie israélienne, tout particulièrement lorsque *Tsahal* a décidé de s'en prendre directement aux principaux dirigeants palestiniens.

menaces. Les unités d'infanterie d'élite (parachutistes, *Golani, Givati*) et les unités spéciales (*Kommando Yami, Sayerot Ha'Druzim, Mat'kal, Duvdevan* et *Shimshon*) constituent le noyau dur des unités affectées en priorité au combat urbain. Par ailleurs, les hélicoptères de combat et les drones ont montré des qualités inattendues dans ce domaine. Les forces de police et de gardes-frontière participent désormais, elles aussi, à cette mission.

La reprise de l'*Intifada*, à l'automne 2000, a cependant montré que ce dispositif impressionnant n'était pas aussi bien rôdé que ne l'attendaient les autorités israéliennes. Et cette nouvelle *Intifada* se révèle encore plus meurtrière que la première. Certes, l'emploi conjoint de bulldozers, de chars, de *snipers* et d'hélicoptères de combat semble s'avérer efficace sur le plan militaire; l'impact sur le plan médiatique apparaît cependant

catastrophique. A partir du moment où il est clair qu'une nation n'est plus engagée dans un processus de survie, la communauté internationale n'est plus prête à fermer les yeux sur des méthodes qui dérogent indubitablement aux principes fondamentaux du droit des conflits armés. C'est à cette nouvelle contrainte que se trouve désormais confrontés les forces de défense israéliennes.

P. R.

Après le 10 juin, une précision...

Le numéro du mois de mai de notre *RMS* a été consacré presque dans sa totalité aux votations du 10 juin 2001, sujet combien important pour notre armée eu égard au futur. Les textes ont été fort appréciés par la plus grande majorité des lecteurs. J'exprime ma plus vive reconnaissance au comité de rédaction.

Toutefois, un petit nombre de lecteurs s'est inquiété du pourquoi de la publicité d'une page portant la mention «2 x NON» sur les votations du 10 juin. Les raisons sont nombreuses; je me permettrai d'en citer quelques-unes:

- selon la liberté d'expression, la déontologie de la presse, il est du devoir d'une revue de pratiquer la censure sur les avis de publicité payants que s'ils sont diffamatoires;
- le comité de soutien était composé d'officiers généraux, d'officiers et de sous-officiers faisant partie ou ayant fait partie de notre armée, qui ont accompli leur devoir de citoyen et de soldat;
- nous sommes dans un pays démocratique qui permet de s'exprimer librement, pour autant que les personnes et les institutions soient respectées.

Ces trois raisons, il y en a d'autres, démontrent que notre *RMS* reste objective, informative et qu'elle respecte l'opinion des citoyennes et des citoyens. Je pense qu'ainsi notre armée en ressort grandie.

**Divisionnaire André Liaudat a.d.
Président ARMS**